

Fermeture temporaire des campus universitaires au Burundi

APA, 14-03-2014 Bujumbura (Burundi) - Les campus universitaires du Burundi sont temporairement fermés depuis ce vendredi, suite au mot d'ordre de grève illimitée d'acteurs depuis mercredi par les étudiants des Universités publiques (Ecole Normale Supérieure, l'Université du Burundi et l'Institut de Pédagogie Appliquée) du Burundi. Ces étudiants contestent l'ordonnance ministérielle du 12 Février 2014 portant "modalités d'assistance aux candidats éligibles à l'enseignement supérieur au titre de l'année académique 2013-2014" et du décret présidentiel du 7 janvier 2014. Ces deux textes portent sur l'organisation de la commission de gestion des bourses d'études et de stages et fixant les principes généraux d'octroi, de reconduction, de retrait et de rétablissement des bourses d'études et de stages. Dans les campus, les étudiants sont entrain de plier bagages et de rentrer chez eux dans le calme. Quelques policiers ont été déployés à l'entrée des campus mais, tout se passe dans la quiétude. Au Campus Mutanga, des étudiants étaient entrain de percevoir leur bourse du mois de mars et pourront ainsi avoir le ticket pour rentrer chez eux. Le professeur Joseph Ndayisaba, spécialiste des questions liées à l'éducation, contacté par APA lors de notre passage à l'Université du Burundi, a indiqué que la mesure de limiter les étudiants boursiers est dictée par le fait que les moyens dont dispose l'État ne permettent plus d'octroyer la bourse à tous les étudiants dont le nombre augmente annuellement de 11% dans les universités publiques. Actuellement, a-t-il dit, le nombre d'étudiants s'élève à environ 40.000, ils seront environ 50.000 en 2015. Ce nombre, a-t-il dit, constitue 40% car 60% des étudiants sont dans les universités privées. Le professeur Ndayisaba a fait savoir que chaque année l'État du Burundi vote un budget de près de 13 milliards de FBU pour les bourses, ce montant ne peut pas être augmenté chaque année compte tenu des moyens limités de l'État. Selon lui, le problème qui se pose est que les étudiants n'ont pas été prévus. La solution est que les étudiants et les autorités académiques puissent s'asseoir pour voir comment limiter les conséquences de cette mesure surtout pour les étudiants issus de familles pauvres ou qui ne peuvent pas avoir un logement en dehors du campus. Par exemple, a-t-il dit, les 3.000 milles chambres disponibles au campus Mutanga seraient octroyées à ces derniers. Dans un pays où plus de 67% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, d'après les données du PNUD, le professeur reconnaît qu'il sera difficile pour les enfants issus de familles modestes d'étudier. A la question de savoir si l'État ne pourrait pas octroyer des prêts boursiers aux étudiants, il a répondu qu'il serait difficile à l'État de recouvrer cet argent du fait que les étudiants qui terminent l'université ne sont pas embauchés juste après les études. Les enquêtes menées sur le chômage en 2006 montrent d'après le professeur Ndayisaba, qu'un étudiant qui terminait l'université en 2006 passait en moyenne trois ans au chômage avant d'être embauché, actuellement ce délai doit avoir beaucoup évolué. Par ailleurs, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique Joseph Butore a sorti jeudi une décision excluant pour deux années académiques 5 représentants des étudiants et supposés meneurs de la grève qui secoue actuellement les campus publics. Leur réinscription sera conditionnée par la signature individuelle d'un acte d'engagement. La même décision stipule que les inscriptions aux cours pour l'année académique 2012-2013 sont annulées pour tous les étudiants de l'université du Burundi et de l'ENS.